

Les premières interdictions arrivent mais le préfet en appelle d'abord à la « conscience sociale » pour rationaliser l'usage de l'eau.

60 311 511



Les Ponts-de-Cé, bras du Louet, hier. La situation est plus critique qu'en 1976 à la même époque. Le débit de la Loire est tombé à 165 m³/s (plus de 400 m³/s normalement). Photo CO - Laurent COMBET.

Vincent BOUCAULT

vincent.boucault@courrier-ouest.com

Hier, lundi 30 mai, le préfet a réuni un comité sécheresse : administrations, agriculteurs, industriels, artisans, naturalistes, pêcheurs, pompiers, etc. Le fait que cette instance d'alerte ait été convoquée si tôt dans la saison en dit long sur l'ampleur et la précocité du phénomène climatique.

La situation est de fait devenue plus critique encore qu'en 1976 à la même époque. Les records de chaleur et de sécheresse depuis le

1^{er} mars tombent : 65 % de déficit de pluviométrie ; 700 heures d'ensoleillement, autant qu'en 1976 ; une moyenne des températures maximales de 18,9 °C, d'un degré supérieure au niveau de 2003, soit le record absolu depuis 1946.

« Un indice de sécheresse jamais atteint à cette date »

Et, plus significatif encore, un indice de sécheresse (proportionnel à l'humidité disponible dans le sol) de 16 % seulement. « Un niveau jamais atteint à cette date ; même en 1976, il

n'avait été atteint qu'au 6 juin ». Indiquait hier Eric Allard, le responsable de la station météo de Beaucauzé. Les données sur les réserves disponibles ne sont pas plus rassurantes. Le débit de la Loire est tombé à 165 m³/s (plus de 400 m³/s normalement), les réserves de Ribou et de Rillé sont aux deux tiers de leurs capacités alors qu'elles sont pleines généralement à cette période de l'année. Et les nappes en sous-sol commencent elles aussi à chuter. Dès aujourd'hui, un nouvel arrêté va resserrer encore l'usage de l'eau. Deux bassins vont être frappés

d'interdiction pour tout usage non prioritaire : le Layon et l'Aubance. Tous les autres bassins du département passent ou restent en catégorie restriction.

Le déficit fourrager incite l'administration à assouplir ses règles : fauches avancées dans certains sites naturels sensibles, permises le long des routes départementales et des chemins vicinaux, possibilité de récolter des surfaces en jachère (5 100 ha en Maine-et-Loire).

« A moyen terme, se pose la question d'améliorer la qualité de ressource avec des réservoirs artificiels », ajoute

le préfet Richard Samuel. Cette question se pose d'autant plus que les sécheresses semblent se ressermer dans le temps. Les agriculteurs commencent aussi à s'interroger sur leurs pratiques. « Dans notre ferme expérimentale des Trinottières, nous testons des plantes et des méthodes moins gourmandes en eau », indique Jean-François Cesbron, président de la Chambre d'agriculture. Des journées démonstration auront lieu les 8 et 9 juin. Elles devraient attirer beaucoup de professionnels, d'autant plus que d'ici là, la météo prévoit encore quelques journées caniculaires.